

**7<sup>e</sup> Forum Africain sur la Bonne Gouvernance**  
**Ouagadougou**  
**24 au 26 octobre 2007**

Le *Forum Africain sur la Bonne Gouvernance* s'est bien déroulé. J'y ai assisté afin de représenter RECIF / ONG et pour participer à des travaux en groupe sur le genre. Il y avait beaucoup de représentants de tous les pays africains qui étaient présents, ce qui fait que c'était là une grande chance de partager nos expériences mutuelles en matière de genre avec des intervenants en provenance de l'extérieur.

Nous avons discuté sur la question des femmes et sur leur contribution au renforcement de la bonne gouvernance. Trois questions clés ont guidé la discussion :

- 1) Quels sont les défis et quelles sont les opportunités qui se présentent à nous pour promouvoir l'égalité des genres ?
- 2) Quels sont les défis et quelles sont les opportunités pour développer les capacités de l'État à canaliser les bénéfices de la globalisation d'une manière qui promouvoit les droits des femmes et l'égalité des genres ?
- 3) Quelles sont les implications des réformes présentement entreprises au niveau des États sur la capacité des femmes à se prendre en main ? Quelles sont les opportunités de renforcer les capacités des femmes à exprimer leurs préoccupations et à influencer sur l'élaboration des politiques publiques en la matière ? Quels sont les défis pour les organisations féminines ?

Le débat contenait quand même plusieurs thèmes. On a notamment discuté des mesures qu'il conviendrait de prendre afin d'encourager les femmes à participer davantage à la gouvernance politique au niveau national et local. Tous les participants étaient d'accord sur le fait que les femmes rencontrent beaucoup d'obstacles en la matière. Il est donc important que les États prennent également leurs responsabilités afin d'améliorer la situation des femmes en Afrique via leurs politiques. Pourtant, le problème réside souvent dans le fait que les organisations nationales n'ont pas à elles seules la capacité de changer la situation. Il est nécessaire que les organisations internationales soutiennent l'action des organisations nationales. Tout de même, il faut souligner que plusieurs organisations féminines ont obtenu de bons résultats dans les actions politiques qu'elles ont menées. Ainsi, beaucoup de pays africains ont atteint le seuil des 30% au niveau de la représentation des femmes au sein du gouvernement. En outre, les

questions relevant du genre prennent de plus en plus de place dans les sphères politiques africaines. Malheureusement, nous nous devons encore d'aller au-delà du rôle traditionnel de la femme tel que défini par la culture africaine, laquelle confine souvent les femmes au foyer et aux tâches ménagères. À ce chapitre, il y a beaucoup de participants qui ont mentionné qu'il manque un mécanisme politique pour soutenir et encourager les jeunes femmes à poser leur candidature à des charges publiques. En outre, la volonté politique nécessaire pour rectifier cette situation est insuffisante. En fait, il y a théoriquement plusieurs initiatives qui sont menées mais les résultats concrets se sont encore attendre. Les participants du forum ont aussi exprimé l'opinion qu'un meilleur système d'évaluation est essentiel afin de bien mesurer les résultats obtenus sur le terrain en matière de questions de genre.

Au terme des débats, des recommandations ont été formulées sur le renforcement du rôle des femmes au niveau politique. Par exemple, ce serait bien d'intégrer les stratégies de genre dans l'élaboration des stratégies nationales. En outre, il importe d'impliquer le monde des affaires ainsi que les femmes qui y occupent des postes-clés afin de faire de la question du genre une réalité incontournable. Finalement, une recommandation a été faite afin de condamner les politiques discriminatoires prises à l'égard des femmes. À ce niveau, il est essentiel que les pays africains prennent des mesures correctives et que la situation présente évolue grandement. Somme toute, le message essentiel véhiculé par la conférence invitait les États d'Afrique à prendre leurs responsabilités afin de renforcer la position des femmes dans le domaine politique et de promouvoir la bonne gouvernance.